

LETTRE D’AFFIRMATION COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES IFRS

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

AGILI(3F) AUDIT
69 boulevard des Canuts
69004 Lyon

Paris, le 28 septembre 2023

Période du 1 janvier 2023 au 30 juin 2023

Cette lettre vous est adressée en application de vos normes d'exercice professionnel, dans le cadre de vos contrôles relatifs à l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société ABIVAX afférents à la période du 1 janvier 2023 au 30 juin 2023 (ci-après les "Etats Financiers") établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire (ci-après "le Référentiel"). Ces Etats Financiers font apparaître à cette date des capitaux propres de 80 489 000 euros y compris une perte de 51 952 994 euros.

En tant que responsables de l'établissement des Etats Financiers et du contrôle interne afférent à leur préparation, nous vous confirmons ci-après, en toute bonne foi et au mieux de notre connaissance, les informations et affirmations qui vous ont été fournies dans le cadre de votre mission :

1. Les Etats Financiers ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 19 septembre 2023 conformément au Référentiel décrit dans les notes aux Etats Financiers.
2. Des contrôles destinés à prévenir et détecter les erreurs et les fraudes ont été conçus et mis en œuvre. Nous vous avons communiqué tout changement significatif effectué dans nos process, contrôles, politiques et procédures sur notre système de contrôle interne.
3. Nous avons pris connaissance de l'état, joint en annexe, des anomalies relevées lors de l'examen limité et non corrigées. Nous considérons que ces anomalies, seules ou cumulées, ne sont pas significatives au regard des Etats Financiers pris dans leur ensemble.

ABIVAX S.A. - Siège social : 7-11 Boulevard Haussmann – 75009 Paris (France)
Tél : +33 (0) 1 53 83 09 63 - Fax : +33 (0) 1 53 83 07 48- Courriel : info@abivax.com

Société anonyme au capital de 423 315,85 Euros - RCS PARIS B 799 363 718 - TVA intracommunautaire :
FR33 799 363 718

4.

Nous n'avons pas connaissance de faiblesses significatives du contrôle interne ou de déficiences majeures autres que celles que nous vous avons déjà signalées : Une défaillance majeure de contrôle interne a été identifiée. Cette défaillance est liée à l'absence de formalisation des activités de contrôle, au manque de documentation des procédures, à l'absence de ressources disposant de la qualification requise et de l'expérience nécessaire en matière de contrôle interne. Cette défaillance n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers, mais elle pourrait entraîner des inexactitudes significatives sur les états financiers et avoir une incidence sur la capacité de la société à se conformer aux exigences applicables en matière d'information financière.

5. A ce jour, nous n'avons connaissance d'aucun événement, notamment au titre de la situation en Ukraine et des conséquences directes et indirectes induites par les sanctions prises à l'égard de la Russie et de la Biélorussie, autre que ceux déjà pris en compte, survenu depuis la date de clôture du semestre et qui nécessiterait un traitement comptable ou une mention dans les notes aux Etats Financiers et/ou dans le rapport semestriel d'activité.

6. Nous avons mis à votre disposition tous les documents comptables, les contrats ayant ou pouvant avoir une incidence significative sur les Etats Financiers, les procès-verbaux des assemblées générales et des réunions des organes sociaux tenues au cours du semestre et jusqu'à la date de cette lettre. Nous n'avons connaissance d'aucun rapport, avis, ou position émanant d'organismes de contrôle ou de tutelle dont le contenu pourrait avoir une incidence significative sur les Etats Financiers.

7. Nous vous avons fourni toutes les informations supplémentaires que vous nous avez demandées et laissé libre accès aux personnes au sein du groupe que vous avez souhaité rencontrer pour les besoins de l'examen limité.

8. Nous vous avons fait part de notre appréciation sur le risque que les Etats Financiers puissent comporter des anomalies significatives résultant de fraudes.

Nous n'avons pas connaissance de :

a. fraudes suspectées ou avérées impliquant la direction, des employés ayant un rôle clé dans le dispositif de contrôle interne ou d'autres personnes dès lors que la fraude est susceptible d'entraîner des anomalies significatives dans les Etats Financiers ;

- b. allégations de fraude susceptibles d'avoir un impact sur les Etats Financiers provenant d'employés, d'anciens employés, d'analystes, de régulateurs ou d'autres personnes.
9. Nous avons appliqué, au mieux de notre connaissance, les textes légaux et réglementaires. Des procédures ont été conçues et mises en œuvre dans le groupe, visant à garantir le respect de ces textes légaux et réglementaires. Nous n'avons pas connaissance de cas de non-respect susceptible de conduire à des anomalies significatives dans les Etats Financiers.
10. Toutes les opérations du semestre et toutes les conséquences financières de tout accord/contrat ont été enregistrées et correctement traduites dans les Etats Financiers, notamment, les conséquences directes et indirectes induites par la situation en Ukraine et par les sanctions prises à l'égard de la Russie et de la Biélorussie pour lesquelles nous confirmons en particulier avoir pris les mesures appropriées destinées à respecter les mesures restrictives (gel des avoirs, embargos ...) qui nous sont applicables.
11. Les scénarios présentés et les principales hypothèses retenues pour l'établissement des estimations comptables, y compris les évaluations à la juste valeur et les pertes de crédit attendues, nous paraissent raisonnables, tiennent compte de toutes les informations dont nous disposons et reflètent nos intentions ainsi que la capacité du groupe, à la date d'établissement Etats Financiers par le conseil d'administration à mener à bien les actions envisagées. Nous n'avons pas connaissance d'éléments qui seraient de nature à remettre en cause les scénarios présentés et les hypothèses retenues.
12. S'agissant des risques climatiques, nous vous confirmons, au mieux de notre connaissance et compte tenu des engagements pris par le groupe que :
- a) Nous les avons pris en considération dans les estimations comptables clés présentées dans les Etats Financiers,
 - b) Le cas échéant, les notes aux Etats Financiers présentent les principaux jugements effectués et les sources majeures d'incertitude, et
 - c) Les hypothèses utilisées pour la préparation des Etats Financiers sont cohérentes avec les engagements annoncés ainsi que les informations présentées dans le rapport semestriel d'activité.
13. S'agissant des conditions macro-économiques (pressions inflationnistes, hausses des taux d'intérêt ainsi que des coûts de matières premières et de l'énergie, pénuries,

volatilité des taux de change), nous vous confirmons, au mieux de notre connaissance que :

- a) Nous les avons prises en considération dans les estimations comptables clés présentées dans les Etats Financiers,
 - b) Le cas échéant, les notes aux Etats Financiers présentent les principaux jugements effectués et les sources majeures d'incertitude, et
 - c) Les hypothèses utilisées pour la préparation des Etats Financiers sont cohérentes avec les informations présentées dans les autres communications (communiqués de presse, rapport de gestion, etc..).
14. Tous les passifs et passifs éventuels dont nous avons connaissance sont inclus dans les Etats Financiers. Nous confirmons avoir pris en compte, les risques climatiques, au mieux de notre connaissance, ainsi que les éventuels engagements pris par le groupe dans l'évaluation des provisions.
15. Nous avons soigneusement examiné, en liaison avec nos conseils juridiques et/ou nos avocats, les divers éléments de nos engagements, passifs éventuels relatifs notamment aux aspects environnementaux et sociaux, procès en cours ainsi que toute poursuite judiciaire ou affaire contentieuse et nous considérons que les provisions et indications complémentaires figurant à ce titre dans les Etats Financiers reflètent les jugements exercés ainsi que la situation future estimée la plus probable en cohérence avec les décisions prises ou les actions envisagées . Les jugements et hypothèses retenus pour le traitement comptable applicable aux positions fiscales incertaines prennent bien en compte un risque de détection de 100% par les autorités fiscales des incertitudes relatives à ces positions fiscales. Elles reflètent notre meilleure estimation de l'anticipation des montants qui seront ultimement payés.
16. L'information que nous vous avons fournie sur l'identité des parties liées ainsi que sur les relations et transactions avec celles-ci est exhaustive. Leur traitement comptable, y compris l'information donnée dans les notes aux Etats Financiers, est conforme au Référentiel. L'information donnée dans le rapport semestriel d'activité est conforme aux dispositions de l'article 222-6 du Règlement Général de l'AMF.
17. Nous vous avons signalé tous les incidents de cyber sécurité susceptibles d'avoir un impact significatif sur les Etats Financiers.

Depuis le début de l'exercice jusqu'à la date de la présente lettre, nous vous avons communiqué, au mieux de notre connaissance, (1) tout accès non autorisé à nos systèmes d'information qui a eu lieu ou a probablement eu lieu, ainsi que les rapports qui nous ont été transmis par des tiers (y compris des organismes de

ABIVAX S.A. - Siège social : 7-11 Boulevard Haussmann – 75009 Paris (France)
Tél : +33 (0) 1 53 83 09 63 - Fax : +33 (0) 1 53 83 07 48- Courriel : info@abivax.com

Société anonyme au capital de 423 315,85 Euros - RCS PARIS B 799 363 718 - TVA intracommunautaire : FR33 799 363 718

régulation et de contrôles ou des consultants en sécurité), dans la mesure où de tels accès non autorisés à nos systèmes d'information sont susceptibles d'avoir, individuellement ou collectivement, une incidence significative sur les Etats Financiers, et (2) tout attaque de rançongiciel (ransomware) pour laquelle nous avons payé, ou envisageons de payer, une rançon, quel qu'en soit le montant.

Le Président Directeur Général Marc de Garidel	Le Directeur Financier Didier Blondel
---	--



 *Didier Blondel*

7-11 Boulevard Haussmann | 75009 Paris

ABIVAX

ABIVAX S.A. - Siège social : 7-11 Boulevard Haussmann – 75009 Paris (France)
Tél : +33 (0) 1 53 83 09 63 - Fax : +33 (0) 1 53 83 07 48- Courriel : info@abivax.com

Société anonyme au capital de 423 315,85 Euros - RCS PARIS B 799 363 718 - TVA intracommunautaire :
FR33 799 363 718

**ANNEXE A LA LETTRE D’AFFIRMATION RELATIVE AUX COMPTES
SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DE LA PERIODE DU 30 juin 2023**

L’incidence de ces anomalies non corrigées a été considérée comme non significative

**> ETAT DES ANOMALIES RELEVÉES ET NON CORRIGÉES AYANT UN IMPACT
SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DE LA PERIODE
DU 30 juin 2023**

Current Year Uncorrected Misstatements in thousands € - DR(CR)			Pre Tax Correction Entry						
Component	Period	Entry description	Balance Sheet				Income Statement		
			Assets		Liabilities		Retained Earnings	Income before taxes	Expenses before taxes
			Current	Non-Current	Current	Non-Current			
ABIVAX	30.06.2023	Research Tax Credit adjustment			-1,575		1,575		
ABIVAX	30.06.2023	Out of Period - Royalties certificate					-0,217		0,217
Total Uncorrected Misstatements					-1,575		1,358		0,217

ABIVAX

7-11 Boulevard Hausmann | 75009 Paris

ABIVAX S.A. - Siège social : 7-11 Boulevard Haussmann – 75009 Paris (France)
Tél : +33 (0) 1 53 83 09 63 - Fax : +33 (0) 1 53 83 07 48- Courriel : info@abivax.com

Société anonyme au capital de 423 315,85 Euros - RCS PARIS B 799 363 718 - TVA intracommunautaire :
FR33 799 363 718